



Le spectre d'Egon Bahr revient à Moscou

En 1963, Bahr conçoit l'Ostpolitik ("politique à l'Est"), qui mise sur le rapprochement avec l'URSS plutôt que sur l'affrontement. À la fin de sa vie, il qualifiera la confrontation choisie par l'Occident "d'erreur du siècle".

Marco Fernandes

mer. 07 oct. 2026 19 min de lecture

Le soir du 1er octobre, avant la [séance plénière de clôture de la réunion annuelle du Club de Valdai](#) — à laquelle j'ai eu l'occasion d'assister —, Vladimir Poutine a fait une digression historique inattendue, s'appuyant sur des documents qu'il avait trouvés dans les archives soviétiques. Il a rappelé les mises en garde, formulées il y a près de quatre décennies, d'un Allemand dont presque personne ne se souvient plus : Egon Bahr, membre de la direction du Parti social-démocrate (SPD). C'est Bahr qui a

conçu, en 1963, la fameuse *Ostpolitik* (« politique à l'Est »), qui misait sur un rapprochement de l'URSS avec l'Occident plutôt que sur une polarisation contre celui-ci. L'Allemagne, proposait Bahr, devait servir de pont entre les deux côtés du Mur. En tant que secrétaire d'État à la Chancellerie — autrement dit, le bras droit de Willy Brandt —, Bahr a négocié les traités avec l'Est de Brandt (chancelier allemand de 1969 à 1974). Entre 1970 et 1973, Bonn a signé les traités avec Moscou, Varsovie et Berlin-Est : elle reconnaissait les frontières issues de la guerre et l'existence de l'autre Allemagne, en échange de garanties en matière de transit et de visites familiales. Telle était la formule de Bahr transposée en termes juridiques : accepter ce qui existe pour que les choses puissent changer grâce à la coexistence. Les chrétiens-démocrates (CDU) se sont opposés à ces traités au point de faillir faire tomber Brandt : la motion de censure de 1972 n'a échoué que par deux voix.

À Valdai, Poutine a lu trois passages tirés des archives soviétiques. Dans le premier, Bahr identifiait, au sein même de l'OTAN, les cercles qui n'avaient absolument aucune envie de s'engager sur la voie de la coopération paneuropéenne et de l'apaisement. Dans le second, il avertissait que, sans mesures décisives pour surmonter la division de l'Europe en blocs hostiles, les événements prendraient une tournure extrêmement défavorable, condamnant l'URSS à l'isolement international. Et il exposait ce qui devrait remplacer les blocs : un conseil de sécurité doté de larges pouvoirs, réunissant les États-Unis, l'Union soviétique et l'ensemble de l'Europe centrale et orientale — sans que l'OTAN ne s'étende vers l'Est. En découvrant cela dans les archives, Poutine a déclaré, en prévenant qu'il allait tenir des propos « peu diplomatiques » : « j'en suis resté bouche bée ». Face à une Allemagne dont la rhétorique devient chaque jour plus agressive et qui s'obstine à entretenir le spectre de la « menace russe », il est en effet stupéfiant que l'un des principaux artisans de la politique étrangère allemande pendant plus de deux décennies ait été si attentif aux dangers d'une polarisation croissante entre l'Occident et l'URSS, et ait proposé une architecture de sécurité nouvelle et audacieuse pour l'Europe, tout en s'opposant à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Pour le président russe, c'est comme si Bahr avait regardé dans une boule de cristal.

Il est important de noter le moment où ces propos ont été tenus. Vingt-quatre heures plus tôt, Moscou avait adressé à l'OTAN un mémorandum l'avertissant qu'elle recourrait à tous les moyens à sa disposition pour se défendre, si l'alliance tentait d'imposer un blocus à Kaliningrad. À Valdai, Poutine a déclaré que les armes nucléaires n'avaient pas été mentionnées ; pourtant, ce même jour, le représentant permanent de la Russie auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Dmitri Polyanski, a [déclaré](#) lors d'une réunion du Conseil permanent de l'organisation qu'une riposte nucléaire était prévue dans les documents doctrinaux russes dans un cas comme celui-ci. Ce même 1er octobre, le chancelier allemand

Friedrich Merz avertissait que l'Europe devait se préparer à une intensification des opérations hybrides russes. C'est dans ce contexte que le président russe choisit d'évoquer l'Allemagne. Mais il le fait par la voix d'un Allemand.

En février 1990, Bahr se trouvait à Moscou au nom du groupe parlementaire du SPD, accompagné du député Karsten Voigt, et [a déclaré](#) à Aleksandr Yakovlev — l'architecte de la *Perestroïka* — en présence de Valentin Falin, qui avait été ambassadeur soviétique à Bonn pendant les années de l'*Ostpolitik*, qu'Helmut Kohl (de la CDU, alors chancelier allemand) souhaitait «que l'OTAN s'étende jusqu'à l'Oder», le fleuve qui sépare l'Allemagne de la Pologne (aujourd'hui, l'alliance se trouve mille kilomètres plus loin, à 130 km de Saint-Petersbourg). Et que, si l'Union soviétique ne faisait rien pour l'en empêcher, il ne reviendrait jamais à Moscou — comme Poutine nous l'a raconté. Le lendemain, il [proposa](#) au ministre soviétique des Affaires étrangères, Édouard Chevardnadze, un système de sécurité européen doté de son propre commandement, auquel une Allemagne unifiée serait liée en lieu et place de blocs opposés — et avertit que, si Moscou acceptait l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN, le SPD lui-même changerait de position et capitulerait. Chevardnadze [répondit](#) : « L'Union soviétique ne capitulera pas. » Trois mois plus tard, à Washington, Gorbatchev accorda à l'Allemagne le droit de choisir son propre allié. Dix-huit mois plus tard, l'Union soviétique allait capituler, littéralement. Peu après, ironiquement ou tragiquement, l'optimiste Chevardnadze allait devenir président de l'ancienne république soviétique de Géorgie.

Poutine s'est servi de Bahr non seulement pour critiquer le gouvernement allemand actuel, ou celui de l'UE, mais aussi pour critiquer Gorbatchev. Les dirigeants soviétiques, a-t-il déclaré, « ont écouté, écouté encore, et n'ont rien fait ». Voigt — un atlantiste convaincu, en désaccord avec Bahr au sein de leur propre délégation — a publié sa version de la réunion en 2016 : les Soviétiques « n'avaient aucune vision propre », étaient opposés à l'adhésion à l'OTAN mais « n'avaient aucune alternative convaincante à proposer », et semblaient plus intéressés par les relations avec Washington. Sept semaines plus tard, Falin écrivit à Gorbatchev que la politique européenne soviétique était tombée dans « la contemplation et la réflexion, pour ne pas dire la dépression », que « l'Occident nous surpasse » et que la maison européenne commune « se transforme désormais en mirage ». En d'autres termes, ce diplomate soviétique chevronné mettait en garde contre l'illusion selon laquelle ils pourraient un jour être accueillis au sein de la soi-disant « civilisation occidentale ».

C'est ce que Poutine a laissé entendre entre les lignes à Valdai : en 1990, un social-démocrate allemand et le plus grand spécialiste de l'Allemagne au sein de l'Union soviétique ont lancé le même appel depuis les deux côtés opposés de la table, et ont été ignorés par le même homme, Gorbatchev. Le prix payé par l'URSS, puis par la

Russie, a été élevé — et ce message s'adresse à deux interlocuteurs. En interne, il réaffirme la position de Poutine lui-même, qui met depuis longtemps en garde l'élite russe contre ses illusions concernant l'Occident. En externe, il vise à rappeler aux Allemands — et à l'Europe — qu'ils étaient autrefois capables de mener une politique un tant soit peu rationnelle envers la Russie.

Quel est le coût du suicide économique de l'Allemagne ?

L'Allemagne à laquelle ce message s'adressait connaît actuellement un véritable déclin économique. L'Institut économique allemand — l'IW de Cologne, un groupe de réflexion financé par les fédérations patronales et au-dessus de tout soupçon de sympathies russes — a calculé, en février de cette année, que depuis 2020, l'économie allemande a accumulé un déficit de production de près de mille milliards d'euros. En 2025, la production allemande dépassait à peine son niveau de 2019. Six années de paralysie, en d'autres termes. L'IW ne distingue pas les chocs : pandémie, guerre et politique de confrontation de Washington se sont superposés depuis 2022. Mais la part énergétique de la facture est tout simplement vertigineuse.

En 2021, la Russie représentait 55 % des importations allemandes de gaz, et le seul Nord Stream 1 a acheminé 59,2 milliards de mètres cubes, dépassant ainsi sa propre capacité nominale. C'était le carburant d'une structure industrielle fondée sur une énergie bon marché. Le TTF, le prix de référence du gaz en Europe, est resté inférieur à 20 euros par mégawattheure pendant la majeure partie de 2019 et 2020 ; en septembre 2026, après avoir atteint un pic de 340 euros en 2022, il se situait encore entre 73 et 80 — soit trois à quatre fois le niveau antérieur. L'Allemagne a remplacé les gazoducs russes par des navires venant de loin : au premier trimestre de cette année, 89 % de son GNL provenait des États-Unis. Entre 2022 et 2025, l'Union européenne a dépensé quelque 281 milliards d'euros en gaz liquéfié, dont 131,5 milliards pour des cargaisons américaines. Un énorme transfert de revenus s'est opéré outre-Atlantique.

L'impact sur l'économie réelle transparaît dans les statistiques officielles. Selon [Destatis](#), l'office fédéral allemand des statistiques, la production dans les secteurs à forte intensité énergétique a chuté de 15,2 % entre février 2022 et mars 2026, contre 9,5 % pour l'industrie dans son ensemble. Le cabinet de conseil EY, s'appuyant sur les données de ce même institut fédéral, a recensé 124 000 suppressions d'emplois industriels en 2025, soit près du double du chiffre de 2024, dont 50 000 dans l'industrie automobile. Depuis 2019, l'industrie allemande a

perdu environ 266 000 emplois, et le secteur automobile 111 000, soit 13 % de son effectif total. Le quatrième trimestre 2025 a marqué le dixième trimestre consécutif de recul du chiffre d'affaires industriel.

Le plus révélateur, cependant, est la décision tacite du capital : dans une enquête menée auprès de 3 000 entreprises, quatre sur dix déclarent envisager de réduire leur production en Allemagne ou de la délocaliser à l'étranger — une proportion qui s'élevait à 21 % en 2022. Alors que BASF inaugurerait, en mars de cette année, un complexe de 10 milliards d'euros à Zhanjiang, en Chine — le plus gros investissement ponctuel de son histoire —, ArcelorMittal informait le gouvernement allemand qu'il ne construirait pas ses aciéries vertes à Brême et à Eisenhüttenstadt, renonçant ainsi à 1,3 milliard d'euros de subventions déjà approuvées. La raison invoquée était le prix de l'électricité en Allemagne. Son PDG, Geert van Poelvoorde, a déclaré : « L'industrie sidérurgique européenne subit une pression sans précédent pour rester viable — et cela sans compter les coûts supplémentaires liés à la décarbonisation. » Le PIB a reculé de 0,3 % en 2023 et de 0,2 % en 2024, avant de progresser de 0,2 % en 2025. Il ne s'agit pas d'un ralentissement conjoncturel, mais d'une menace pesant sur les fondements mêmes de la base productive du pays. En d'autres termes, il s'agit d'un processus accéléré de désindustrialisation, provoqué par une décision politique prise à Berlin, qui a choisi de renoncer au gaz russe bon marché au profit d'une matière première trois fois plus chère et provenant de l'autre côté de l'océan. Qualifier cela de suicide économique n'est pas une exagération rhétorique.

La réindustrialisation par des moyens militaires : un sinistre déjà-vu

Face à ce tableau, le gouvernement de Friedrich Merz a fait un choix que l'histoire européenne a déjà connu, et dont l'issue fut pour le moins désastreuse : industrialiser le pays sous l'égide de l'industrie de l'armement, c'est ce qu'ont fait les Allemands dans les années 1930. Le 18 mars 2025, le Bundestag a approuvé, par 513 voix contre 207, un amendement constitutionnel exemptant toutes les dépenses de défense supérieures à 1 % du PIB du plafond d'endettement. Le frein à l'endettement, inscrit dans la Loi fondamentale pour discipliner l'État allemand, a cessé de s'appliquer précisément au réarmement. Le budget de la défense passe de 86 milliards d'euros en 2025 à 108,2 milliards en 2026 et devrait dépasser les 150 milliards en 2029, pour atteindre 3,5 % du PIB. Rien qu'en décembre, la Bundeswehr (les forces armées allemandes) a l'intention de signer 153 contrats d'acquisition majeurs d'une valeur d'environ 83 milliards d'euros. Volkswagen, l'un

des fleurons de l'industrie allemande, a récemment annoncé la suppression de 50 000 emplois — mais peu avant, l'entreprise avait également annoncé son entrée dans le secteur de l'armement.

Le discours a suivi le rythme du budget, et il devient de plus en plus alarmant. En juin 2024, au Parlement, le ministre de la Défense Boris Pistorius — un social-démocrate — a **fixé** l'objectif en une phrase qui est entrée dans le vocabulaire politique allemand : « nous devons être prêts pour la guerre d'ici 2029 ». Merz, dans sa première déclaration gouvernementale, a promis de faire de la Bundeswehr « l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe ». Le 29 septembre 2025, à Düsseldorf, il a **prévenu** qu'il s'apprêtait à tenir des propos « peut-être un peu choquants à première vue » : « Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes plus en paix non plus ». La guerre menée par la Russie, a-t-il ajouté, est « une guerre contre notre démocratie et une guerre contre notre liberté ».

L'Allemagne et la Russie entretiennent, pour ainsi dire, des relations complexes depuis des siècles. Catherine II, dite « la Grande », tsarine de Russie (1762-1796), était une princesse allemande originaire de Stettin, et la dynastie russe porta officiellement le nom de Romanov-Holstein-Gottorp de 1762 à 1917. Avec le traité de réassurance, Bismarck a lié la Russie à lui en 1887 afin de ne jamais avoir à combattre sur deux fronts, mais ses successeurs l'ont rompu en 1890, poussant la Russie vers la France et créant les conditions qui allaient déboucher en 1914 sur la Première Guerre mondiale. Inutile de rappeler que les deux pays se sont livrés les batailles les plus sanglantes de l'histoire après l'invasion de l'URSS par Hitler en 1941.

Un troisième élément vient alors compliquer encore davantage ces relations. En 1962, sous la pression de Washington, l'OTAN a interdit la vente de canalisations allemandes à l'URSS, et les entreprises allemandes ont dû déchirer les contrats signés. Des années plus tard, Brandt allait lever ce veto : en février 1970, l'accord allemand sur les canalisations en échange de gaz soviétique fut conclu, six mois avant le Traité de Moscou — négocié par Bahr — dans lequel Bonn reconnaissait enfin les frontières d'après-guerre.

En 1982, dans le cadre du gazoduc sibérien, Washington a sanctionné des entreprises européennes, mais les gouvernements européens ont exigé que les contrats soient tout de même honorés, jusqu'à ce que Reagan fasse marche arrière. C'était le bon vieux temps, où l'Europe conservait encore sa souveraineté et était capable de défier les sanctions américaines. En 2019, une simple menace de la Maison Blanche a suffi pour que la société suisse Allseas abandonne Nord Stream 2 en moins de 24 heures — et, en février 2021, dix-huit entreprises européennes

avaient fait de même, parmi lesquelles les organismes de certification et les assureurs sans lesquels le gazoduc, même une fois achevé, n'aurait pas pu fonctionner. Finalement, en septembre 2022, des explosifs ont réglé la question au fond de la mer Baltique, avec l'attentat terroriste contre ce gazoduc controversé. Dans un reportage d'investigation, le célèbre journaliste Seymour Hersh [a attribué](#) l'explosion à une opération américaine, ce que Washington a nié ; le parquet allemand a mis en examen, en juin de cette année, un Ukrainien accusé d'avoir commandé le voilier qui aurait transporté les explosifs. Ce qui est certain, c'est que l'Allemagne a vu son infrastructure énergétique détruite et que, quatre ans plus tard, personne n'a été tenu pour responsable, Berlin n'ayant jamais qualifié cet épisode d'attaque, et encore moins de *casus belli*. Achevé en septembre 2021 pour un coût d'environ 9,5 milliards d'euros, Nord Stream 2 n'a jamais fonctionné un seul jour. Et la perte n'a pas été subie uniquement par la société russe Gazprom — qui a financé la moitié du projet —, mais aussi par des entreprises d'Allemagne, d'Autriche, de France, du Royaume-Uni et des Pays-Bas.

Cette relation de peur et de fascination, d'alliance et de destruction, est ce que l'historiographie allemande, à la suite de Gerd Koenen, appelle le *Russland-Komplex*. Aujourd'hui, le pendule se trouve à un extrême, et le seul lieu au sein du gouvernement où l'autre pôle respire encore est le SPD. En juin 2025, plus d'une centaine de personnalités sociales-démocrates ont signé un manifeste appelant, « une fois que les armes se seront tues », à « une tentative extraordinairement difficile » de renouer le dialogue avec Moscou. Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, pourtant issu du même parti, y a vu un « déni de réalité ».

La politique de Merz est jugée aux urnes

Dans l'une de ses réponses lors de la séance plénière de Valdai, Poutine a attribué l'escalade agressive de la rhétorique européenne sur une supposée « menace russe » à une tentative de détourner l'attention du public, afin de le faire oublier les graves problèmes économiques et sociaux auxquels sont confrontées les principales nations européennes. Mais à en juger par les dernières élections régionales allemandes, la tactique de Berlin ne fonctionne pas. En l'espace de quinze jours en septembre 2026, trois élections ont eu lieu : le 6, en Saxe-Anhalt, où la CDU est passée de 37 % à 17 % et a été battue par l'AfD avec 43,8 % (le meilleur résultat électoral de son histoire) ; le 20, en Mecklembourg-Poméranie occidentale, non seulement l'AfD l'a emporté avec 38,2 %, mais la CDU, avec 4,9 %, n'a pas réussi à entrer au parlement régional. À Berlin, Die Linke a battu la coalition CDU-SPD et gouvernera la capitale, probablement avec les Verts et le SPD.

Merz a qualifié ce résultat de « désastre », mais a annoncé qu'il resterait en fonction. Le secrétaire d'État Philipp Amthor, issu de sa propre aile du parti, a résumé l'état d'esprit : « tout est en jeu ». Dans les sondages nationaux, l'AfD oscille entre 25 % et 27 %, à égalité avec la CDU. L'électorat allemand sanctionne le parti du réarmement sur ses deux flancs : à droite, l'AfD, une force qui milite contre les sanctions et pour le retour du gaz russe ; à gauche, Die Linke, dans une capitale où le parti le plus clairement opposé à l'escalade militaire vient de l'emporter. Ces résultats ne peuvent être compris sans évoquer les 124 000 licenciements dans l'industrie prévus pour 2025 et une facture énergétique qui a triplé.

Une nouvelle « erreur du siècle » en perspective ?

Sur le tard, Bahr a qualifié le choix occidental de la confrontation d'« erreur du siècle », et a déclaré que l'OTAN était devenue « un instrument au service de la stratégie hégémonique des États-Unis ». À peu près au moment du décès de Bahr, George Friedman — un Hongrois qui avait fui le communisme et n'avait jamais nourri la moindre sympathie pour Moscou, fondateur de Stratfor, le cabinet de conseil en renseignement géopolitique surnommé la « CIA privée » — a expliqué à un public à Chicago que « l'intérêt primordial des États-Unis, pour lequel nous avons mené des guerres pendant un siècle — la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide — a toujours été la relation entre l'Allemagne et la Russie. Car, unies, elles constituent la seule force susceptible de nous menacer. Et pour s'assurer que cela n'arrive pas ». Onze ans plus tard, l'Allemagne importe 89 % de son gaz liquéfié des États-Unis, a perdu l'équivalent d'une année entière de production et se demande si elle est déjà en guerre ou non. Apparemment, la Maison Blanche a bien fait son travail. Mais Poutine semble avoir invoqué Bahr dans l'espoir que le seul argument capable de diviser le consensus allemand soit un argument qui soit lui-même allemand.

Le pari du président russe a donné lieu à un moment inhabituel lors de la séance plénière. Avant de poser ses questions, le rédacteur en chef du journal suisse *Weltwoche*, Roger Köppel, a fait remarquer qu'il avait connu Egon Bahr et qu'il admirait sa vision politique. Poutine a commencé à répondre sur d'autres sujets jusqu'à ce que, tout à coup, il interrompe son propre fil de pensée et déclare qu'il serait intéressant d'en savoir plus sur Egon Bahr, puisqu'il ne l'avait jamais rencontré. Puis, de manière inattendue, il a redonné la parole à Köppel, lui demandant de partager son point de vue sur la politique de Bahr. Pris au dépourvu, Köppel a répondu qu'il l'avait trouvé impressionnant, de bonne humeur et très intelligent, ainsi qu'un réaliste, loin de l'« impérialisme moral » de l'Europe contemporaine, qui « estimait que l'Europe est un cimetière d'anciens empires,

[mais] qu'elle peut être un continent de paix et de liaison entre les États-Unis et la Russie ». À la fin de la séance plénière, un ami du Club de Valdai m'a confié qu'il ne se souvenait pas d'une autre occasion où le président avait posé une question à un membre du public.

J'ai discuté avec une analyste politique russe chevronnée qui suit de près les discours de Poutine depuis de nombreuses années ; elle m'a confié qu'il s'agissait là d'un discours inhabituel, surtout lors de la séance de questions-réponses, au cours de laquelle le président russe s'est exprimé avec une grande franchise, sur un ton qui frôlait parfois la gravité et qui témoignait d'une réelle inquiétude face à la situation géopolitique actuelle. Selon elle, Poutine semblait lancer un appel aux élites décisionnaires mondiales, comme pour dire qu'il leur incombe d'empêcher que les processus de transformation de l'ordre mondial ne dégénèrent, car, si cela devait arriver, il n'y aurait pas de gagnants. Elle a ajouté : « Par son ton, ce discours m'a rappelé le célèbre discours prononcé lors de la Conférence de Munich en 2007 ».

En entendant la remarque de Köppel sur « l'impérialisme moral » et sur « l'Europe comme cimetière des empires », Poutine a répondu : « *C'est peut-être pour cela que beaucoup en Europe veulent achever de détruire l'Empire russe, qui n'existe plus depuis longtemps ? Mais ils ne le savent apparemment pas.* » La dernière fois que l'Allemagne a tenu un discours aussi agressif à l'encontre de la Russie, tout en se proclamant « l'armée la plus puissante d'Europe » – comme le souhaite Friedrich Merz –, l'humanité a été plongée dans la guerre la plus vaste et la plus sanglante de son histoire. Mais, apparemment, les Allemands ne s'en souviennent plus – ni d'Egon Bahr.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Bahr, Egon Allemagne Russie L'OTAN